

Abstract de l'atelier „Néophytes envahissantes I“ du 8 mars 2001

Francis Cordillot BUWAL (031 324 01 38; Francis.Cordillot@buwal.admin.ch)



Heracleum mantegazzianum

Dans de nombreuses zones protégées, les espèces de plantes non indigènes, envahissantes, sont un réel problème. C'est pourquoi cette question a été discutée lors d'un atelier réunissant des praticiens et des représentants du monde scientifique et de l'administration. Il s'agissait de trouver une position commune. Voici les principaux résultats de cet échange de vues.

Les principales expressions utilisées dans ce contexte (envahissant, espèce problématique, étranger, espèce exotique, lutte) montrent que la protection de la nature a besoin de jugements de valeur de la part du monde scientifique. L'IUCN définit les espèces envahissantes comme des espèces exotiques qui colonisent des zones naturelles ou proches de l'état naturel et y ont des effets négatifs. En Suisse, on rencontre quelque 300 espèces non indigènes. Sur ce nombre, 5 à 10 sont des espèces envahissantes; certaines peuvent poser des problèmes au niveau de la santé (allergies). Nous excluons ici les espèces problématiques pour l'agriculture.

Les espèces envahissantes sont, elles aussi, soumises à l'évolution classique des populations comportant une longue phase de latence durant laquelle elles s'établissent dans une zone et se propagent lentement. Si on réussit à intervenir durant cette phase, il y a des chances que l'invasion subséquente puisse être évitée. Cela implique que l'on découvre ces espèces suffisamment tôt et qu'on les surveille, ce qui demande de gros moyens. Les seules mesures efficaces durant la phase d'invasion sont les mesures de lutte mécaniques et la régulation biologique avec certains effets secondaires non connus (introduction de nouvelles espèces exotiques). Comme première étape, il serait utile d'établir une liste des plantes indésirables. Toute base légale concernant notamment la limitation de l'introduction et du commerce de ces espèces fait actuellement défaut. Il manque aussi des bases scientifiques permettant de surveiller efficacement ces espèces et de lutter contre elles. Toutes ces mesures, quelles qu'elles soient, sont coûteuses et les fonds nécessaires ne sont pas disponibles.

Avant toute campagne de lutte, il convient d'informer à temps la population et les personnes concernées sur les motifs et les buts. L'éradication d'espèces exotiques soulève un problème éthique. Le fait que les compétences pour des actions à large échelle ne soient pas clairement établies (canton, Confédération, particuliers) complique encore les choses. C'est pourquoi les plantes problématiques peuvent constamment se propager à nouveau à partir de réservoirs non atteignables.

L'atelier recommande d'établir une « liste noire » (dans l'intervalle, la Commission suisse pour la conservation des plantes sauvages, CPS, s'est attelée à cette tâche), d'améliorer les connaissances de base, de coordonner les actions à l'échelle nationale, de compléter les bases légales et de sensibiliser la population et les acteurs concernés. Le canton de Zurich a élaboré des fiches d'information sur certaines espèces (dans le canton de Genève des fiches sont également en préparation). On y décrit les problèmes écologiques et les méthodes de lutte. Ces fiches sont d'intérêt national.

Les résultats détaillés de l'atelier peuvent être obtenus sous forme de bref rapport non destiné à la publication.